

Compte –rendu des maraudes du collectif des exilés du 10^{ème} arrondissement de Paris

Octobre 2006

L'arrivée du froid et la mise en place de bus atlas du Plan d'urgence hivernale.

Le 23 octobre les bus atlas sont revenus place du Colonel Fabien, pouvant accueillir 75 personnes et les emmener au centre d'hébergement de « la boulangerie » boulevard Ney.

Les premiers jours les exilés n'étaient pas très nombreux et le deuxième bus n'était pas rempli. Avec la chute des températures fin octobre ils sont venus de plus en plus nombreux et tout début novembre, malgré l'augmentation des places disponibles (100), il en restait entre 15 et 20 après le deuxième bus.

Conformément aux instructions de la DDASS, les mineurs ou présumés tels ne sont plus acceptés. Le tri se fait selon l'apparence et certains jeunes majeurs sont refoulés. Lors de la réunion « précarité » la responsable de l'association « le cœur des haltes » affirmait que la grande expérience de ses équipes leur permettait de distinguer à coup sûr mineurs et majeurs. Pourtant, nous qui les voyons presque tous les soirs n'en sommes pas capables, et l'ASE avec l'examen osseux les considère presque tous comme majeurs ! Trop jeunes pour monter dans le bus mais trop vieux pour bénéficier d'une protection !

Des conditions de vie difficiles et précaires près du canal

Les conditions de vie près du canal deviennent très difficiles. Des tentes ont été reprises par Médecins du Monde et une bonne partie des exilés dort sur des cartons, sous une simple couverture.

Fin octobre le démontage du chapiteau du Collectif « tentes » et des tentes des iraniens après un accord avec la préfecture, suivi quelques jours après d'une opération de police contre les roms a créé un sentiment d'inquiétude parmi la quarantaine d'afghans qui dorment sous le pont Louis Blanc. Ce sont surtout les jeunes qui étaient paniqués par ces événements. Mais pour l'instant les afghans qui dorment sous le pont Louis Blanc n'ont pas été inquiétés par la police.

Les mineurs

Ils sont encore entre 15 et 20 le soir près du canal, dont deux de moins de 10 ans avec leur oncle et un de treize ans. Il est difficile de les convaincre de se rendre dans les associations. Fin octobre l'association « aux captifs la libération » ne recevait le mercredi et le jeudi qu'une petite dizaine de jeunes, dont la quasi-totalité étaient des « anciens », présents à Paris depuis plusieurs mois.

La situation de ceux qui étaient encore logés à l'hôtel il y a quelques semaines n'est pas brillante. Deux attendent la décision du juge pour enfants, sans grand espoir de voir leur certificat de naissance reconnu. Deux autres, étant partis des foyers où on les avait placés, se demandent maintenant ce qu'ils peuvent faire. Tous sont moralement sérieusement atteints et dérivent lentement.

La plupart rêvent de l'Angleterre, même s'ils savent que les conditions à Calais vont devenir de plus en plus difficiles avec l'hiver. Ils ont tous des copains qui ont « réussi » et qui leur disent que tout va bien là-bas. C'est vrai que pour certains, reconnus mineurs sans examen médical, l'avenir se présente plutôt bien. Mais nombreux sont ceux qui restent clandestins dans des conditions difficiles, particulièrement exploités par leurs employeurs. L'un de ceux-ci aurait paraît-il dit qu'il allait revenir en France. Mais compte tenu des conditions dans lesquelles ils vivent à Paris, on comprend leur désir de quitter la France.

La question de la prise en charge des mineurs reste une préoccupation importante. Aucune mesure adaptée n'est mise en place pour leur protection. Le nombre de places disponibles est ridicule dans les structures d'accueil spécialisées. Une interpellation des pouvoirs publics est nécessaire pour éviter que dans l'urgence soit mis en place un bricolage, comme cela a été fait l'an dernier, n'offrant à ces jeunes, ni information, ni suivi socio éducatif réel.

La partie de ping-pong européenne continue

Plusieurs exilés nous ont raconté leur périple entre les différents pays. Renvoyés de Norvège, et surtout d'Angleterre ils se demandent ce qu'ils vont pouvoir faire maintenant. Leur seule possibilité est le dépôt d'une demande d'asile en France, mais la plupart semblent décider à tenter leur chance de nouveau en Angleterre, comme clandestins.

Cependant le passage en Angleterre est de plus en plus difficile et il y a beaucoup de questions sur les conditions d'accueil des réfugiés dans les autres pays, et en particulier les pays nordiques qui apparaissent à certains comme des pays accueillants, surtout pour les mineurs.

Certains regrettent d'être venus en Europe, mais hésitent à retourner en Afghanistan ou au Pakistan compte tenu de la dégradation de la situation explosive là-bas. L'un a peur de se faire enrôler de force dans l'armée afghane.

La reprise des maraudes au square Alban Satragne

Courant octobre il a été décidé de reprendre contact avec les Kurdes présents près du square Satragne. Deux maraudes ont eu lieu le samedi et une réunion a été organisée au 120 bis rue Lafayette.

Ce retour à Satragne semble être apprécié des Kurdes au vu de l'attroupement qui se forme autour de nous. Ils sont selon leurs dires une grosse quarantaine, dont quelques mineurs, à dormir au fond de l'impasse.

Il y a clairement deux groupes. Ceux qui sont là depuis peu de temps et qui ne pensent qu'à l'Angleterre, et ceux qui errent ici et là depuis assez longtemps : vieille connaissance de plus de trois ans sous contrôle judiciaire dans le cadre d'une affaire pénale, libanais expulsé d'Angleterre après plusieurs années là bas qui hésite entre l'aide au retour et la demande d'asile, nombreux Kurdes attrapés par les flics anglais, à leur montée dans un ferry (en France donc) ou à leur débarquement en Angleterre et refoulés, un kurde ayant demandé l'asile en France qui s'est vu refusé le renouvellement de sa domiciliation par FTDA et qui n'a plus de récépissé

Evidemment ils en ont marre de dormir à la rue, ils veulent des sacs de couchage, des tentes. Beaucoup souffrent de pathologies diverses : rage de dents, maux de ventre, problème dermatologique, séquelles de coups de couteau et on les a orientés vers le PASS Lariboisière.

On a orienté les mineurs vers les Captifs, même si vu leur profil (« on veut aller en Angleterre ») je ne suis pas sûr que ce soit adapté. L'un d'eux m'a demandé si les Captifs peuvent lui trouver du travail. Vu ma réponse négative, il n'a pas eu l'air d'avoir très envie d'y aller

Les demandeurs d'asile

Certains qui craignaient qu'on les renvoie vers la Grèce ou l'Italie ont eu l'agréable surprise d'apprendre que ce ne sera pas le cas. L'un d'entre eux a déjà eu son autorisation provisoire de séjour.

Il y a toujours une certaine méfiance vis-à-vis des associations dont FTDA. Il est parfois difficile de les convaincre qu'il ne s'agit pas de la police, que les empreintes ne seront pas prises, et que ce qu'ils diront restera confidentiel. Un jeune koweïtien que l'on avait vu revenir de FTDA avec un dossier d'asile extrêmement faible, reconnaissait qu'il n'avait pas osé donner tous les détails car il avait peur pour la sécurité de sa famille restée sur place. Un jeune afghan, en danger en Iran après avoir écrit des textes sur les droits de l'homme et la liberté d'expression n'a pas réussi à franchir le pas, même après une discussion avec l'équipe de FTDA en maraude. Il a préféré tenter sa chance en Angleterre.

Et toujours une sensation de rejet

Les plus éduqués des exilés supportent encore moins que les autres leurs conditions de « survie » à la rue. Ils parlent de manque de respect, se sentent stigmatisés parce que musulmans et ont quelque fois un discours très radical.

Cette sensation de rejet accroît les tensions lors de la distribution des repas de l'armée du salut et les incidents se multiplient principalement entre maghrébins en France depuis longtemps et afghans qui ne supportent pas qu'on les regarde de haut, comme des parasites.

L'accès au PASS des hôpitaux

De plus en plus d'exilés ont eu des problèmes lorsqu'ils se sont rendus dans les hôpitaux St Louis et Lariboisière. Certains, surtout lorsqu'ils ne parlaient pas anglais, se sont vus refusés l'accès aux soins. Ceci a conduit le collectif à adresser une lettre aux services concernés mi octobre.